

**Arrêté Préfectoral Complémentaire**  
complétant les prescriptions applicables au centre de transfert de déchets ménagers  
exploité par la Communauté de communes de l'Île de Ré situé sur les communes de Bois-  
Plage et La Couarde sur Mer

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le préfet de la Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Titre I du Livre V du code de l'environnement; Titre relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que le Titre VIII de son Livre I, Titre relatif aux procédures administratives, notamment les articles L.181-14 et R.181-45 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°09-2481 du 6 juillet 2009 autorisant la Communauté de communes de l'Île de Ré à exploiter un centre de transfert de déchets ménagers situé sur les communes de Bois-Plage et La Couarde sur Mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019 complétant les prescriptions applicables au centre de transfert temporaire de déchets exploité par la Communauté de communes de l'Île de Ré sur les communes de Bois-Plage et La Couarde sur Mer ;

**Vu** la demande de prorogation de l'exploitation du centre de transfert temporaire transmise par la Communauté de communes de l'Île de Ré par courrier du 12 avril 2022 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 8 juillet 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté complémentaire transmis à l'exploitant le 20 juillet 2022 ;

**Vu** le courriel en date du 27 juillet 2022 indiquant que l'exploitant n'a pas d'observation à formuler sur ce projet ;

**Considérant** le dossier déposé par la Communauté de communes de l'Île de Ré ;

**Considérant** que l'incendie du 5 octobre 2017 a partiellement détruit le bâtiment dédié à l'entreposage des déchets ménagers ;

**Considérant** que la Communauté de communes de l'Île de Ré doit assurer une continuité de service en collectant les déchets produits par les ménages ;

**Considérant** que la population de l'Île de Ré augmente notablement durant la période entre les mois d'avril à octobre ;

**Considérant** que la Communauté de communes de l'Île de Ré n'a pas trouvé d'autres espaces sur le territoire de l'Île de Ré pour entreposer des déchets d'ordures ménagères et que la distance avec les exutoires nécessite un regroupement des déchets ménagers avant leur expédition ;

**Considérant** que l'article L.181-14 du code de l'environnement permet au Préfet de prescrire toute prescription complémentaire ;

**Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,**

## ARRÊTE

### Article 1 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions du présent arrêté modifient celles de l'arrêté préfectoral n°09-2481 du 6 juillet 2009, qui autorise la Communauté de communes de l'Île de Ré dont le siège social est situé au 3 rue du Père Ignace à Saint-Martin de Ré (1740), à exploiter un centre de transfert de déchets ménagers situé sur les communes de Bois-Plage et La Couarde sur Mer.

La période d'utilisation de la structure temporaire visée à l'article 1 de l'arrêté complémentaire du 15 juillet 2019 est prolongée jusqu'au 31 mai 2024.

### Article 2 – Ressource en eaux

Les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2019 susvisé relatives aux moyens internes de défense incendie sont remplacées par les dispositions suivantes dès leur notification :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- un poteau incendie d'un débit de 90 m<sup>3</sup>/h situé à moins de 200 m des installations et dont l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente,
- une motopompe à moteur thermique,
- deux lances raccordées à la motopompe,
- une réserve incendie de 45 m<sup>3</sup>,
- quatre extincteurs de 45 kg (eau + additif) répartis à l'extérieur de la structure temporaire à proximité des dégagements bien visibles et facilement accessibles,
- trois extincteurs 6 kg portatifs (eau + additif) et un extincteur 9 kg judicieusement répartis,
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services et de secours.

### Article 3 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Bois-Plage et La Couarde-sur-mer,
- un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimale d'un mois,
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Bois-Plage et La Couarde-sur-mer et adressé à la Préfecture de la Charente-Maritime ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale d'un mois.

### Article 4 – Délais et voies de recours

#### RECOURS CONTENTIEUX

Article L. 181-17 du code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R. 181-50 du code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions

mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

Article R. 181-51 du code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

#### **RÉCLAMATION**

Article R. 181-52 du code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

#### **Article 5 – Exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la Communauté de communes de l'Île de Ré  
Copie sera adressée à

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Mairies de Bois-Plage et de La Couarde-sur-mer,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **08 AOÛT 2022**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Pierre MOLAGER

